

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19288 - 74ÈME ANNÉE

17-18 mai 1959, 17-18 mai 2019

## 60e anniversaire du Congrès fondateur du Parti communiste réunionnais



Lors de la création du PCR en 1959, Bruny Payet, Gervais Barret, Paul Vergès, Léon Feix, Pierre Rossolin et Léonide Laude.

Cela fait 60 ans aujourd'hui que se tenait au Port le dernier congrès de communistes réunionnais membres d'un parti français. Cela fait 60 ans que commençait le Congrès qui fonda le Parti communiste réunionnais. Que retenir de cette rupture historique?

### Un outil de lutte au service du peuple réunionnais

La création d'un outil au service du peuple réunionnais pour l'émanciper du joug colonial, c'était la principale décision de la 6e conférence de la Fédération communiste de La Réunion. Les 17

et 18 mai 1959 eut lieu en effet à la mairie du Port la dernière rencontre de communistes réunionnais membres d'un parti français.

Cette décision reposait sur l'ana-

lyse d'une situation coloniale à La Réunion marquée par une départementalisation jugée impossible, et sur la reconnaissance de l'existence d'un peuple réunionnais. La revendication fondamentale reste depuis cette date la création d'une assemblée décisionnaire chargée de régler tous les problèmes concernant directement les Réunionnais, et mettre en œuvre une politique de développement. Depuis, l'idée d'un peuple réunionnais et d'institutions adaptées à sa situation a largement été diffusée dans l'opinion.

### Imprégnation de la société réunionnaise

60 ans plus tard, l'analyse validée



Les délégués du Congrès fondateur.

par les fondateurs du PCR a imprégné la société réunionnaise. Aujourd'hui, plus personne ne remet non plus en cause les conquêtes obtenues par les sacrifices de plusieurs générations de militants : respect du suffrage universel et du pluralisme d'opinions, reconnaissance identitaire et culturel, surtout l'existence d'un peuple réunionnais.

En effet, la crise qui existait déjà en 1959 n'a fait que s'amplifier, montrant l'urgence de discuter d'autres solutions.

Devant l'évidence des faits, certains tentent de faire de l'héritage des luttes du PCR une tête de gondole pour se faire passer pour moderne, alors qu'ils restent les plus fervents partisans de l'assimilation en allant jusqu'à proposer de subventionner les prix de tous les produits importés.

Mais d'autres ont sincèrement une analyse convergente sur plusieurs points avec les thèses fondatrices de 1959. La lutte pour la reconnaissance du peuple réunionnais, et pour la création d'outils légitimes

de décision pour un peuple, est devenue une cause qui dépasse largement les communistes. Elle est un socle pour envisager un avenir commun, capable de créer les conditions d'un développement durable d'une Réunion d'un million d'habitants au sein d'un voisinage qui en comptera plus de 50 millions dans 30 ans.

**M.M.**

## **60e anniversaire du Congrès fondateur du Parti communiste réunionnais**

### **Le poids du contexte historique**

**Ce week-end marque le 60e anniversaire de la création du Parti communiste réunionnais, première organisation politique créée à La Réunion par des Réunionnais, à partir d'un partenariat entre communistes français et réunionnais sur la base d'une réalité : il revient aux peuples colonisés de choisir eux-mêmes la voie de leur décolonisation.**

Le monde était alors dans une grande dynamique de libération des vieux empires coloniaux. Tout près de nous à Madagascar, la répression de 1947 n'avait pas éteint la volonté de libération qui s'est renforcée en 1958 par le rassemblement de plusieurs partis progressistes au sein de l'AKFM. Dans les départements créés par la loi du 19 mars 1946 (Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion), l'abolition du statut colonial était loin d'avoir débouché sur l'application de l'égalité. Les structures étaient toujours là, tandis que les gouvernements français refusaient d'étendre dans ces pays les droits sociaux qui devaient s'appliquer depuis le 1er janvier 1947.

#### **Départementalisation impossible**

12 ans après le vote de cette loi, La Réunion était un des pays les plus pauvres du monde, où la ration journalière de calories était nettement inférieure à tous les pays d'Afrique, à Madagascar et même à la Corée qui sortait d'une guerre où les bombardements américains avaient réduit en cendres la plupart des villes du pays.

Il apparaissait clairement que la départementalisation était impossible, et qu'il appartenait aux peuples concernés de choisir une nouvelle voie pour leur décolonisation. La Guyane fut la première à franchir le pas avec la création du Parti socialiste guyanais en 1956. Le Parti communiste français avait fait le choix de favoriser l'émancipation de ses membres dans ce qui s'appelle aujourd'hui l'outremer. Les créations du Parti communiste guadeloupéen et du Parti communiste martiniquais précédèrent celui de La Réunion.

Dans notre île, la transformation de la section de La Réunion de

l'Union des femmes françaises en Union des femmes de La Réunion (UFR) en septembre 1958 participa au renforcement de la ligne politique de l'émancipation soutenue par Paul Vergès au sein de la Fédération communiste.

#### **La vague émancipatrice passait par la création de deux outils :**

- **une assemblée locale où les Réunionnais pourront gérer leurs affaires**
- **le Parti communiste réunionnais, moyen de libération du peuple réunionnais du joug colonial.**

Le choix résolu d'une voie réunionnaise accentua alors la répression et la fraude afin d'exclure les communistes des institutions. Cela ne fit que renforcer le lien entre le PCR naissant et le peuple dont il défendait les intérêts. Que l'on songe que durant 30 ans (1956-1986), aucun candidat communiste n'a pu être élu Député.

**M.M.**

## Edito

# Le combat continue

En 60 ans, nous avons assisté à l'effondrement des empires coloniaux et vu l'émergence des Etats-Unis et de la Chine, au palmarès des premières économies mondiales. Dans la confrontation finale, les Etats-Unis ont choisi l'option de la guerre, circonscrite pour moment au domaine commercial. Cela s'apparente à un test grandeur nature qui décidera de la suite des opérations.

Cependant une réalité échappe aux faucons américains : la globalisation est passée par-là. Le monde est devenu tellement interdépendant et interconnecté que les Etats-Unis se tireraient une balle dans les pieds en persévérant dans ses hostilités anti-chinoises. C'est surtout le constat que l'ancienne puissance est sur la défensive alors que la Chine fait applaudir à Davos, non seulement son orientation économique mais surtout le peuple Chinois et le Parti Communiste, les artisans du succès.

Tirant les leçons de ce mouvement historique sans précédent et des perspectives pour le siècle, le 19e Congrès du PCC, en 2018, a engagé son armée de militants et ses institutions dans une course contre l'éradication de la pauvreté, en 2020, soit 10 ans d'avance sur le calendrier de l'ONU. Cette victoire des communistes chinois aura un grand retentissement lors de la célébration du centenaire de la création du PCC. Elle interrogera les communistes du monde entier sur le dépassement du capitalisme mondial.

En 60 ans, les Communistes Réunionnais et leurs alliés ont sorti le peuple de la misère coloniale d'après guerre pour atteindre des conditions matérielles du colonisateur. La Réunion est totalement transformée. La situation est inédite. La nouvelle étape exige de partir des

contradictions créées pour régler les conséquences immédiates, moyens et longs termes. Par exemple, comment évoluer dans un monde globalisé et interconnecté avec nos conditions d'employabilité ? Le PCR préconise une sortie par le haut : l'excellence et l'innovation au service du traitement social de la crise.

Cette option suppose une avancée démocratique décisive sans laquelle le projet est voué à l'échec. Que personne ne soit laissée sur le bord du chemin. Que la dignité du Réunionnais soit garantie de la naissance à la mort. Que chacun soit conscient de la nouvelle civilisation à réaliser après la ratification du Traité sur le climat (2016) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement Durable (2015).

Si le Parti communiste chinois dans des conditions propres à son pays réussit à éradiquer la pauvreté, alors il n'y a aucune raison que le PC Réunionnais ne puisse pas sortir le pays de la crise actuelle.

Plus que jamais, notre responsabilité se situe, ici, dans le voisinage et dans le monde. Nous ne sommes pas une organisation politique située sur une partie de l'échiquier électoral. Nous participons à la direction idéologique du monde. Par nos réflexions et nos actions nous nous plaçons sur l'axe des grands courants d'échanges mondiaux. Cela nous a été dicté par nos aînés lorsqu'ils ont créé le PCR, il y a 60 ans. Le combat continue. Avec fierté.

**Ary**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# 17 et 18 mai 1959 : création du PCR, outil au service de la libération du peuple réunionnais

Ce 60<sup>e</sup> anniversaire du PCR se déroule dans un pays toujours loin d'être libéré du joug colonial, qui a évolué vers un néo-colonialisme inédit. Mais pourquoi un Parti Communiste Réunionnais, ayant comme ligne la lutte pour l'autonomie, alors que 12 ans avant le congrès fondateur du Port, les communistes étaient les fers de lance de l'adoption de la loi d'intégration transformant les colonies de Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion en départements français ? Les thèses adoptées par le Congrès fondateur du PCR apportent ici un éclairage précieux.

1957, 1958, 1959, c'est l'époque du bâillonnement systématique de l'opposition populaire à la Réunion. C'est l'époque de la généralisation de la fraude électorale, la répression et les provocations de toute nature contre les militants. Qu'on se souvienne, de ce 15 Mars 1959, où refusant de proclamer la « Liste Paul Vergès élue » comme l'avaient voulu les électeurs de Saint-Denis, les fraudeurs le font assommer par la police et transporter inanimé au Commissariat. C'est ce même soir que la foule était attaquée et matraquée à Saint-Denis tandis qu'à Ste-Clotilde un nervi armé par la droite tuait par balle un jeune de 17 ans, Éliard Laude et transperçait le thorax d'un autre de 16 ans. C'était 2 mois avant le Congrès.

## Une vérité nouvelle

Le combat généreux mené depuis 15 ans, pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs de notre pays, les succès remportés dans cette voie par les fonctionnaires dont la situation s'était notablement améliorée dès le dé-

but des années 50, avaient empêché une analyse approfondie de la nature que devait prendre notre lutte, du fait même que le mouvement démocratique à La Réunion était animé et dirigé par des hommes généreux et idéalistes directement issus des couches moyennes naissantes, et particulièrement par des fonctionnaires du cadre créole. Il fallait donc faire cette analyse de notre situation, il fallait dire aux Réunionnais une vérité nouvelle masquée jusqu'ici par quelques succès remportés sur le plan social, et qui étaient devenus un peu plus rares dans les toutes dernières années. C'est le but que s'est fixé la VI<sup>ème</sup> Conférence Fédérale de la Fédération Communiste de la Réunion. C'est sur la base de cette analyse que le 18 mai 1959, le Comité Fédéral de la Fédération proposa la transformation de celle-ci en un Parti communiste réunionnais.

## Un peuple réunionnais

Si l'on se reporte aux thèses qui ont été adoptées le 18 mai 1959, on comprend sans avoir à insister ce qui a animé alors les responsables du mouvement communiste à la Réunion. Les communistes réunionnais ont, avant toute autre considération, posé le principe de l'existence d'un peuple réunionnais et ont fait une analyse des conditions de sa formation. Les communistes réunionnais notent aussi que la formation de notre peuple, a été conditionnée par l'évolution économique de la Réunion, soumise dans un premier temps à l'exploitation féroce de la Compagnie des Indes, et « invitée » à se lancer dans tel ou tel mode d'exploitation, ou dans telle ou telle production selon les besoins de l'économie française et selon

les intérêts des colonialistes Français. Ils expliquent les incidences des étapes de la lutte révolutionnaire en France sur l'évolution politique de la Réunion ; et particulièrement au regard du problème de l'abolition de l'esclavage qui était déjà abolie dans les colonies anglaises. Et le 20 décembre 1848, lorsque Sarda Gaviga, envoyé spécial du gouvernement révolutionnaire, proclame l'émancipation de 60 000 esclaves, il n'a aucune peine à convaincre les maîtres de l'île de la nécessité de cette mesure qu'appelait la nouvelle situation économique du pays. Aux rapports esclavagistes, vont se substituer des rapports capitalistes et une exploitation de forme nouvelle va désormais écraser la masse laborieuse et misérable des petits blancs, dont beaucoup essaient dans les cirques, des affranchis et des dizaines de milliers « d'engagés », venus des Indes par suite d'une intense politique d'immigration nécessitée par le développement de la production sucrière. La fusion de ces groupes ethniques si divers s'accélère pour donner une physionomie originale à notre population »

## Exploitation coloniale

Si les conditions de formation de peuplement de la Réunion, son originalité, sa culture et ses traditions nous permettaient en 1959 d'affirmer l'existence d'un peuple réunionnais, les conditions faites à la Réunion par la puissance coloniale et les sociétés monopolistes, tant au plan économique que social et politique, étaient toujours des conditions coloniales et définissaient une réalité coloniale réunionnaise ; voici en effet ce que déclarent les thèses de 1959 :

« L'analyse de la situation de notre pays montre qu'il répond entièrement à la définition marxiste-léniniste d'une colonie à l'époque de l'impérialisme : un pays dont toute l'économie est subordonnée aux besoins des monopoles métropolitains, qui le considèrent comme une source de matières premières et de main-d'œuvre à bon marché, et un marché pour les produits manufacturés de la métropole. Cette exploitation coloniale du pays aboutit à cette monoculture imposée, qui par ailleurs empêche tout développement économique du pays et facilite le maintien de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme français ».

Ce que soulignent aussi les communistes de la Réunion, c'est que les structures économiques imposées par le colonialisme ont des conséquences sociales caractéristiques d'un pays colonial.

### Culture étouffée

Après l'analyse de la situation économique et la mise en évidence des blocages qui caractérisent la situation coloniale de la Réunion, les dirigeants communistes en 1959 mettent l'accent sur l'étouffement de la personnalité Réunionnaise, sur les tentatives de détruire toutes les valeurs qui la constituent : « Dans le domaine culturel également, notre pays connaît la situation d'un pays colonial. Que ce soit dans le domaine de la langue, où le français est la seule langue officielle possible, inévitable, mais où il faut reconnaître que la langue véhiculaire, couramment utilisée dans toutes les catégories sociales est le créole. Et si, pour les catégories sociales ayant un certain degré d'instruction, cette situation ne crée pas un obstacle majeur, il est par contre incontestable que l'immense majorité de notre peuple, dans ses relations avec l'appareil administratif, l'appareil judiciaire, etc. connaît du fait de cette situation, d'énormes difficultés. Ainsi, que ce soit dans les domaines économique, social, culturel ou poli-

tique, la réalité réunionnaise est une réalité typiquement coloniale. C'est là, la caractéristique fondamentale, essentielle de notre situation. C'est à partir d'elle que les communistes ont élaboré une politique qui répond aux intérêts d'aujourd'hui et de demain, et aux aspirations à la responsabilité de notre peuple »

### Mettre fin à la situation coloniale

L'une des raisons d'exister du Parti Communiste Réunionnais c'est la lutte pour mettre fin à la situation coloniale de la Réunion. Dès le début, le Parti a mis l'accent sur cet aspect de son action. Au Port, les 17 et 18 Mai 1959, il proclamait : « dans les conditions historiques actuelles, pour se libérer du joug colonial, qui pèse sur leur pays, les Réunionnais doivent obtenir le droit de gérer eux-mêmes, et démocratiquement leurs propres affaires. Cette véritable autonomie interne, ce droit de pouvoir décider de toutes les questions d'intérêt local, peut s'exprimer dans l'octroi à une Assemblée locale du pouvoir de décider souverainement en ces domaines, de voter en dernier ressort le budget local. Cette revendication d'une véritable Autonomie interne laissant au pouvoir central les problèmes relevant des Affaires Etrangères, de la Diplomatie, des Télécommunications, de la Justice, etc. ne peut être confondue avec la revendication d'une indépendance, qui ne correspond ni aux conditions historiques, ni aux aspirations actuelles de notre peuple ». En 1959, le PCR avait formulé l'idée de recourir à l'article 73 de la Constitution pour changer le statut de la Réunion. Mais deux ans après, la loi référendaire du 8 janvier 1961, concernant « l'Autodétermination des populations algériennes », illustre les possibilités qu'offrait l'article 72. En effet, il y avait en Algérie des « départements français », qui ont été érigés en collectivités territoriales nouvelles de la République en application de

l'article 72 de la Constitution. Dans un deuxième temps, les Algériens étaient appelés à dire par voie de référendum ce qu'ils voulaient. On sait qu'ils ont choisi l'indépendance. La loi référendaire a illustré la possibilité pour un département français de devenir une collectivité nouvelle de la République. Son application à la Réunion est donc possible sans mettre en cause l'intégrité de la République. C'est donc sur cette base juridique que se sont battus les communistes depuis 1961. Cette argumentation a été admise en 1966 par la Cour de Sécurité de l'État appelée à juger Paul Vergès, poursuivi pour « atteinte à l'intégrité du Territoire ».

### Solidarité avec les voisins

Au moment où se constitue le Parti Communiste Réunionnais, les communistes insistent sur une de leurs préoccupations qui est la solidarité. La lutte des Réunionnais pour améliorer le sort des travailleurs, pour garantir les intérêts du pays, passe par l'exercice permanent de la solidarité entre tous ceux qui luttent sous d'autres cieux pour la même cause : celle de la liberté et de l'égalité des droits, celle de la dignité des Peuples. C'est la clairvoyance de l'analyse faite, bien avant l'indépendance de Madagascar et de Maurice, et 12 ans seulement après les massacres perpétrés en 1947 à Madagascar. Personne, en 1959, ne pouvait alors dire ce qu'il allait advenir de la lutte des peuples de ces pays. Aujourd'hui, les changements intervenus à Maurice et à Madagascar sont considérables, par rapport, à 1959. C'est toute la région des îles du Sud-Ouest de l'Océan Indien et toute l'Afrique qui ont changé.

**Source : Témoignages des  
18, 20, 21, 23, 25, 30 mai  
et 9 juin 1979**

# Oté

## Kominis, i tras shomin, lézot i bèk anndan apré !

Eksépté inndé sérvò moulalé i vé ariyn konprann, lé arkoni k'lo PCR i fé parti Listwar la Rényon, pou son konba, ék Paul Vergès é son lantouraz. Dann lo prop listwar PCR li minm, néna in shoz an parmi dot, i rosort é ki fo arkonét, sék kominis té pionyé pou ouvèr shomin la Rényon, dann bonpé domèn , pou lémansipasyon nout pép.

Kant an Mé 1959, trézan apré la lwa départmantalizasyon, Paul Vergès ék lézot dirizan kominis, i wa la Rényon i avans pa konm i fo, ék zot i désid fonn lo PCR, zot i armont la, in sértin kouraz, mé osi, in matirité politik lapa ariyn. Lo PCR i vé dir alor, kominis la Rényon, i vé pi siouplé, napwin bézwin lézot i désid pou li, é pou nout pép, laba Paris. Rotromandi, lo Rényoné lé pa pli kouyon kin not, li lé kapab désid kosa lé bon pou son Péi. Li la pa bézwin baton gran-papa Golwa. So désizyon, sé lo débi din paz Listwar la Rényon dann son globalité.

Pou biyn armont sak mi di, alon prann in légzan sélman, in légzanp prési, konm lo ka, bann parti politik Rényoné. Pandan dézané akonté lo kréasyon PCR, zadvérsèr kominis, Michel Debré ék son klik, Virapoullé apré ék lézot, lakiz lo PCR ék Paul Vergès dét ozord Moscou, sou préteux, la Parti té pi in fédérasyon PCF. Ziska lanplasman lo stand zournal Témoignages dann la Fét l'Humanité, La Courneuve, té in swadizan prév pou zot, pou tonm d'si l'do PCR, pou aséy kas son rin. Mi arzout pa plis, noré tro pou di.

Epi kosa nou la vi : Wilfrid Bertile, sosyalis, i désid fé son prop parti, i apél lo PSIR, mwa doktob 1972. JC Fruteau i fé lé siynn osi, lo MSR an 1974 . Apré, sé Pierre Lagourgue, i kré son mouvman, UNIR an 1976 , épisa lo FRA, an 1986 ék TAK. Ziska J-Paul Virapoullé i désid li osi, fonn astèr son nafèr, i apél lo CAR. Mé, lété konm Ki di, in kourandèr, avan li mèr an plas la Relève, an 1998. Fopa nou bli galman, an 1981, Camille Sudre i mont Freedom, mé osi Axel Kichenin ék son mouvman progrèsis i wa lo zour an 1982. Mi pé kontinyé konmsa ankor lontan. .. Fodir, akonté 1981, mé sirtou dopi 10-15 zan, lo kantité i ésploz..

Zordi, tout parti ou mouvman politik, isi, lé otonom. Anpliskésa, konm mi viyin di, la multipli konm tipin. Astèr, dann sak kwinn d'rout, nou trouv in mouvman politik rényoné. Si télman, i koné pi lo kont. Lévré inpé i vo sak i vo, i presh zis pou son p'ti shapél kominal. Mé sa i vé dir, sak i vé dir. Lo PCR la vi klèr promyé. Li la tras shomin, lézot la bèk anndan aprè. Konm dabidid.

Apré lo pirataz zidé PCR, sa osi mwinn té vé di, lokasyon swasantana La Parti.

*Justin*